

GREFFE

du Tribunal de Commerce de
CHATELLERAULT
AVENUE GEORGES CLEMENCEAU
86100 CHATELLERAULT

**CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE**

Concernant :

! Société Anonyme
! A2S
! 115, AVENUE PAUL PAINLEVE
!
!
! 86100 CHATELLERAULT

Dépôt effectué par :

! Société Anonyme
! A2S
! 115, AVENUE PAUL PAINLEVE
!
!
! 86100 CHATELLERAULT

Numéro RCS : CHATELLERAULT B 413 198 235

(4944/97B00066)

! Pièces déposées le 29/07/1997

Numéro : 970272

! ATTESTATION BANCAIRE

25/07/1997

! DECISION DES ASSOCIES

11/07/1997

! ACTE SSP

en date du 11/07/1997

! - FORMATION SOCIETE COMMERCIALE

BORDEREAU DE FRAIS

! Total Exonéré Taxe..... 38.00
! Montant Tva..... 7.95

Total soumis à Tva..... 38.60!
TOTAL T.T.C..... 84.55!

MONTANT DEJA REGLE

Le Greffier,



AGENCE DE CHATELLERAULT

69, boulevard de Blossac

86100 Châtellerault

Tél : 05 49 21 34 98

Fax : 05 49 21 73 82

ATTESTATION

La BANQUE NATIONALE DE PARIS, Société Anonyme dont le siège est à PARIS, 16, Boulevard des Italiens, représentée par M. Stéphane JUPIN soussigné

Atteste par la présente

Que le compte ouvert sur les livres de son siège de Châtellerault au nom de la société en formation S.A. A2S, au capital de 500 000 Francs et dont le siège social est au 115, Avenue Paul Painlevé 86100 CHATELLERAULT,

Est créancier de la somme de 250 000 F, représentant la moitié du capital libéré de cette Société et que cette somme est indisponible jusqu'à justification de l'immatriculation de ladite Société au Registre du Commerce et des Sociétés,

Que ce montant représente les apports respectifs de la société ARI (57 500 francs), de la société SERI (57 500 francs), de la société SOM (57 500 francs), de M. Alain BILLOUIN (17 500 francs), de M. Richard LAZUROWICZ (17 500 francs), de M. Dominique LENOIR (17 500 francs), de M. Yves LENOIR (17 500 francs), de M. Philippe BAZIN (2 500 francs), de M. Philippe GERARDIN (2 500 francs) et de M. Gérard MONDOT (2 500 francs).

Fait pour servir et valoir ce que de droit
CHATELLERAULT le 25 juillet 1997



A 2 S

Société Anonyme au capital de 500 000 F
Siège social : 115 avenue Paul Painlevé - 86100 CHATELLERAULT

Les soussignés :

- **Monsieur Dominique LENOIR**
demeurant : 2 rue Saint-Hilaire à
Poitiers (Vienne)
- **Monsieur Yves LENOIR**
demeurant : 55 rue du Docteur Thoré à
Sceaux (Hauts-de-Seine)
- **Monsieur Richard LAZUROWICZ**
demeurant : 41 rue de la Chevetterie à
Châtellerault (Vienne)
- **Monsieur Alain BILLOUIN**
demeurant : 22 avenue de Richelieu à
Châtellerault (Vienne)

ont convenu et arrêté ce qui suit :

NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Dominique LENOIR est nommé président du conseil d'administration, pour toute la durée de son mandat d'administrateur. Toutefois, il n'entrera effectivement en fonctions qu'à partir du jour où la société aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Monsieur Dominique LENOIR déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et satisfaire aux conditions légales concernant le cumul du nombre de mandats de président du conseil d'administration, de membre du directoire et de directeur général unique de sociétés anonymes.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration, le président assumera la direction générale de la société et jouira des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social.

La rémunération du président sera fixée ultérieurement par le conseil d'administration.

Fait à Châtellerault,
le 11 juillet 1997

*Bon pour acceptation des fonctions
de Président Directeur général Lenoir.*

A 2 S

Société Anonyme au capital de 500 000 francs

Siège social : 115 avenue Paul Painlevé - 86100 CHATELLERAULT

R.C.S. Châtellerault - en cours d'immatriculation

S T A T U T S

11 juillet 1997

STATUTS

ENTRE LES SOUSSIGNES

- 1) La société dénommée **ATELIERS DE REALISATIONS INDUSTRIELLES "A. R. I."**, société anonyme au capital de 5 000 000 francs dont le siège social est fixé à Châtellerault (Vienne) rue Bernard Palissy, zone industrielle du Sanital, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Châtellerault sous le numéro B 998 328 215,
 * représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Dominique LENOIR, renouvelé dans cette fonction suivant décision du conseil d'administration de ladite société en date du 29 mai 1997.

- 2) La société dénommée **SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS INDUSTRIELLES "S. E. R. I."**, société anonyme au capital de 5 000 000 francs dont le siège social est fixé à Châtellerault (Vienne) 21 rue du Sanital, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Châtellerault sous le numéro B 825 720 493,
 * représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Dominique LENOIR, renouvelé dans cette fonction suivant décision du conseil d'administration de ladite société en date du 31 mai 1996.

- 3) La société dénommée **SOCIETE D'OUTILLAGE ET DE MECANIQUE "S. O. M."**, société à responsabilité limitée au capital de 5 000 000 francs dont le siège social est fixé à Châtellerault (Vienne) route d'Antran, Le Sanital, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Châtellerault sous le numéro B 825 720 501,
 * représentée par son gérant, Monsieur Dominique LENOIR, nommé à cette fonction aux termes des délibérations de l'assemblée générale ordinaire des associés de ladite société en date du 31 décembre 1976.

- 4) **Monsieur Philippe BAZIN**, Ingénieur, époux séparé de biens de Madame Michèle GABILLAS, demeurant à Poitiers (Vienne) 9 rue Bourbeau,
 * né le 19 décembre 1959 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine),
 * de nationalité française.

- 5) **Monsieur Alain BILLOUIN**, Directeur Technique, époux séparé de biens de Madame Marie-Claire MUSCAT, demeurant à Châtellerault (Vienne) 22 avenue de Richelieu,
 * né le 25 juillet 1948 à Châtellerault (Vienne),
 * de nationalité française.



6) **Monsieur Philippe GERARDIN**, Ingénieur, époux de Madame Anne-Françoise COSTES, demeurant à Châtellerault (Vienne) 31 rue Louis Braille,

* né le 6 juin 1960 à Limoges (Haute-Vienne),

* de nationalité française.

7) **Monsieur Richard LAZUROWICZ**, Ingénieur, époux de Madame Geneviève AUCHAPT, demeurant à Châtellerault (Vienne) 41 rue de la Chevretterie,

* né le 4 janvier 1952 à Montluçon (Allier),

* de nationalité française.

8) **Monsieur Dominique LENOIR**, Ingénieur, époux séparé de biens de Madame Colette NICOLI, demeurant à Poitiers (Vienne) 2 rue Saint-Hilaire,

* né le 25 novembre 1935 à Châtellerault (Vienne),

* de nationalité française.

9) **Monsieur Yves LENOIR**, Ingénieur Commercial, époux séparé de biens de Madame Marie-José GUESDON, demeurant à Sceaux (Hauts-de-Seine) 55 rue du Docteur Thoré,

* né le 10 mai 1942 à Châtellerault (Vienne),

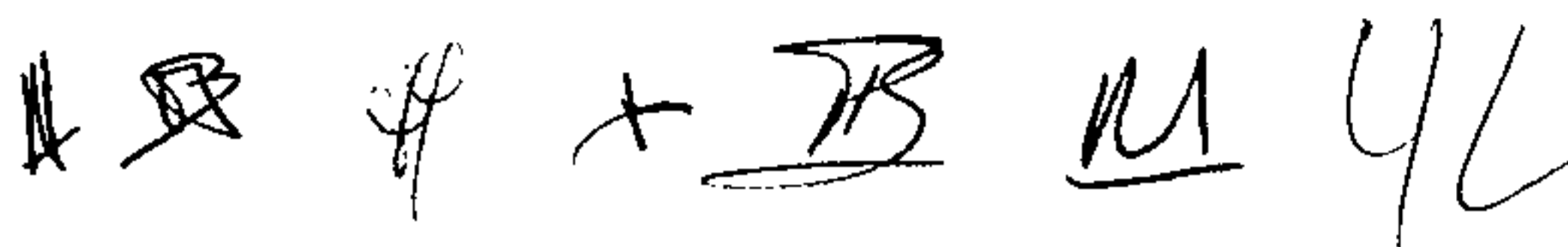
* de nationalité française.

10) **Monsieur Gérard MONDOT**, Secrétaire Général, époux de Madame Danièle AUCHAPT, demeurant à Châtellerault (Vienne) 4 résidence de la Charlotterie,

* né le 11 juin 1946 à Vendelles (Aisne),

* de nationalité française.

LESQUELS ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société anonyme qu'ils ont convenu de constituer entre eux.



Article 1 - Forme

Il est formé, entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme qui sera régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Objet

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- la recherche, l'étude, la fabrication, la vente de tout objet, appareil ou matériel industriel, commercial ou ménager à base de matériaux métalliques, plastiques ou organiques ;
- le dépôt, l'acquisition, l'exploitation de tous brevets, marques ou modèles ;
- la création, l'acquisition et l'exploitation de tous établissements se livrant à ces activités ;
- la participation de la société, par tous moyens, dans toutes opérations pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions ou d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement ;
- et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la société est : **A 2 S**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société anonyme" ou des initiales "SA" et de l'indication du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à Châtellerault (86100) 115 avenue Paul Painlevé.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou de départements limitrophes par simple décision du conseil d'administration sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le conseil d'administration, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

[Handwritten signatures and initials]

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus par les présents statuts.

Article 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er février et se termine le 31 janvier.

Le premier exercice social sera clos le 31 janvier 1999.

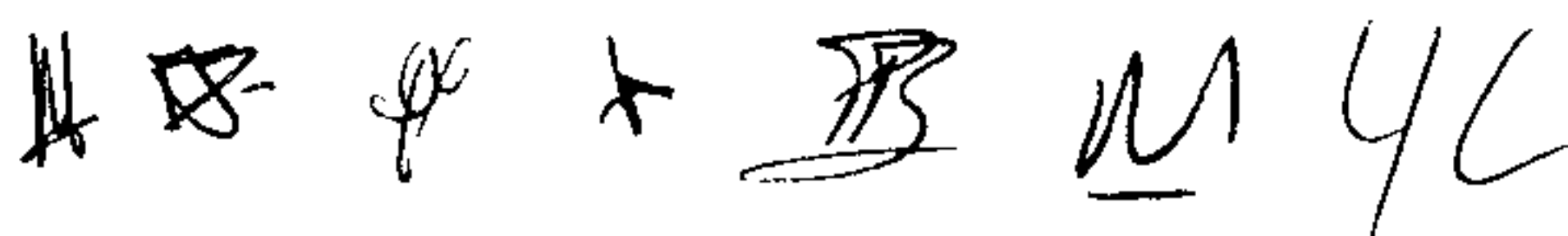
Article 7 - Apports

Les soussignés apportent à la société, savoir :

APPORTS EN NUMERAIRE

- La **S. A. A. R. I.**, une somme en numéraire de :
cinquante-sept mille cinq cents francs, ci 57 500 F
- La **S. A. S. E. R. I.**, une somme en numéraire de :
cinquante-sept mille cinq cents francs, ci 57 500 F
- La **S. A. R. L. S. O. M.**, une somme en numéraire de :
cinquante-sept mille cinq cents francs, ci 57 500 F
- **Monsieur Alain BILLOUIN**, une somme en numéraire de :
dix-sept mille cinq cents francs, ci 17 500 F
- **Monsieur Richard LAZUROWICZ**, une somme en numéraire de :
dix-sept mille cinq cents francs, ci 17 500 F
- **Monsieur Dominique LENOIR**, une somme en numéraire de :
dix-sept mille cinq cents francs, ci 17 500 F
- **Monsieur Yves LENOIR**, une somme en numéraire de :
dix-sept mille cinq cents francs, ci 17 500 F
- **Monsieur Philippe BAZIN**, une somme en numéraire de :
deux mille cinq cents francs, ci 2 500 F
- **Monsieur Philippe GERARDIN**, une somme en numéraire de :
deux mille cinq cents francs, ci 2 500 F
- **Monsieur Gérard MONDOT**, une somme en numéraire de :
deux mille cinq cents francs, ci 2 500 F

Soit au total une somme de :
deux cent cinquante mille francs, ci 250 000 F



ladite somme correspondant à la souscription de mille actions (1 000) de cinq cents francs (500 F) chacune, libérées de moitié de leur valeur nominale ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par la Banque Nationale de Paris, agence de Châtelleraut, boulevard Blossac, où les fonds ont été régulièrement déposés à un compte ouvert au nom de la société en formation.

La libération du surplus, pour une somme de deux cent cinquante mille francs (250 000 F), interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du conseil d'administration dans un délai qui ne pourra excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **cinq cent mille francs (500 000 F)**.

Il est divisé en mille (1 000) actions de cinq cents francs (500 F) nominal chacune, toutes de même catégorie et libérées de moitié de leur valeur nominale.

Article 9 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de qui que ce soit.

Article 10 - Comptes courants

Les actionnaires peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin, sous forme d'avances en "comptes courants d'associés".

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'actionnaire intéressé et le président du conseil d'administration. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

Article 11 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes. Les actions nouvelles sont libérées soit en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apports en nature, soit encore par conversion d'obligations.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider une augmentation de capital. Elle peut déléguer au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les délais prévus par la loi, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions recueillies dans les conditions prévues par la loi.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'assemblée générale extraordinaire peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

L'assemblée générale extraordinaire peut décider ou autoriser le conseil d'administration à réaliser une réduction du capital social.

Article 12 - Libération des actions

1. Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le conseil d'administration en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les actionnaires ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2. A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le conseil d'administration, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêts aux taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

Article 13 - Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la société ou par un mandataire désigné à cet effet par un intermédiaire habilité.

Tout actionnaire peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 14 - Cession et transmission des actions

1. Les actions sont librement négociables. Elles se transmettent par virement de compte à compte sur instructions signées du cédant ou de son représentant qualifié.
2. Les cessions et transmissions d'actions entre actionnaires ou au profit des conjoint, ascendants et descendants sont libres.

De même sont libres les cessions d'actions au profit d'une personne physique désignée comme administrateur, mais dans la limite du nombre fixé à l'article 17 des statuts

3. Toutes cessions ou transmissions au profit de tiers étrangers à la société, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société actionnaire, de transmission universelle du patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique et qu'elles portent sur la seule nue-propriété ou sur le seul

usufruit, doivent, pour devenir définitives, être agréées par le conseil d'administration dans les conditions ci-après :

- L'actionnaire cédant doit notifier la cession ou la mutation projetée à la société par lettre recommandée avec avis de réception ou acte extrajudiciaire, en indiquant les nom, prénom, adresse et nationalité (ou l'identification) du ou des cessionnaires proposés, le nombre d'actions dont la cession ou la mutation est envisagée, ainsi que le prix offert ou l'estimation de la valeur des actions.
- Le conseil d'administration doit statuer sur l'agrément sollicité et notifier sa décision au cédant par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois mois qui suivent la notification de la demande d'agrément. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. La décision du conseil d'administration n'a pas à être motivée, et en cas de refus, elle ne peut donner lieu à réclamation.
- Si le ou les cessionnaires proposés sont agréés, le transfert est régularisé au profit du ou desdits cessionnaires sur présentation de pièces justificatives, lesquelles devront être remises dans le mois qui suit la notification de la décision du conseil d'administration, faute de quoi un nouvel agrément serait nécessaire.
- En cas de refus d'agrément du ou des cessionnaires proposés, le cédant dispose d'un délai de huit jours à compter de la notification de ce refus, pour faire connaître au conseil d'administration, par acte extrajudiciaire ou lettre recommandée avec avis de réception, qu'il renonce à son projet.

Si le cédant n'a pas renoncé expressément à son projet de cession dans les conditions prévues ci-dessus, le conseil d'administration est tenu dans le délai de quinze jours suivant sa décision, de notifier aux autres actionnaires, individuellement et par lettre recommandée, le nombre d'actions à céder ainsi que le prix proposé. Les actionnaires disposent d'un délai de quinze jours pour se porter acquéreurs desdites actions.

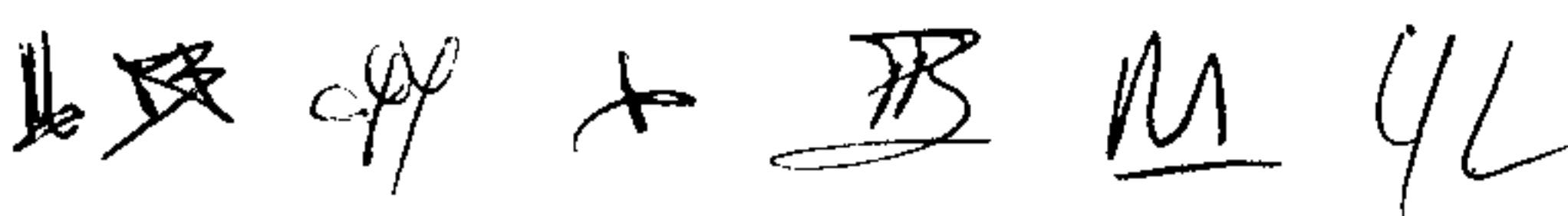
En cas de demandes excédant le nombre d'actions offertes, il est procédé par le conseil d'administration à une répartition des actions entre lesdits demandeurs proportionnellement à leur part dans le capital social et dans la limite de leurs demandes.

Si les actionnaires laissent expirer les délais prévus pour les réponses sans user de leur droit de préemption ou si, après l'exercice de ce droit, il reste encore des actions disponibles, le conseil peut les proposer à un ou plusieurs acquéreurs de son choix.

- A défaut d'accord, le prix des actions préemptées est fixé à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil. Nonobstant l'expertise, la procédure de préemption est poursuivie à la diligence du conseil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par l'actionnaire cédant, par moitié par les acquéreurs des actions préemptées.

Sauf accord contraire, le prix des actions préemptées est payable moitié comptant et le solde à un an de date avec faculté de libération anticipée portant sur la totalité de ce solde, à toute époque et sans préavis. En outre, un intérêt au taux de l'intérêt légal

 Several handwritten signatures and initials in black ink, including what appears to be a stylized 'B', 'M', and 'YL'.

majoré de deux points est dû depuis la date de notification de la préemption jusqu'au paiement.

- La société pourra également, avec le consentement de l'actionnaire cédant, racheter les actions en vue d'une réduction de capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat sera déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.
- Si, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, la totalité des actions n'a pas été rachetée, l'agrément sera considéré comme donné. Toutefois, ce délai de trois mois pourra être prolongé par décision de justice à la demande la société.
- En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la transmission des droits de souscription, à quel que titre que ce soit, ne s'opère librement qu'au profit des personnes à l'égard desquelles la transmission des actions est elle-même libre aux termes du paragraphe 1 ci-dessus.
- La transmission des droits d'attribution d'actions gratuites est soumise aux mêmes conditions que celle des droits de souscription.
- Les dispositions du présent article relatif à l'agrément du cessionnaire d'actions seront applicables à toute cession de valeurs mobilières émises par la société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la société.

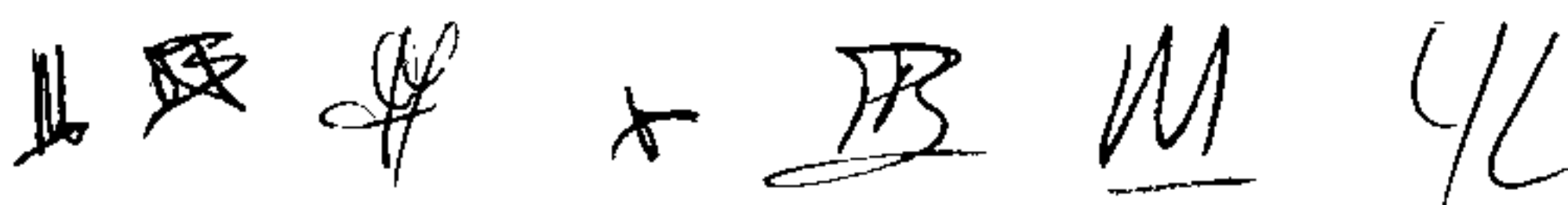
Article 15 - Indivisibilité des actions - Usufruit

1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.
2. Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembreée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenu de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

Article 16 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.



2. Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.
3. Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.
4. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.
5. Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte-tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

Article 17 - Conseil d'administration

1. Sauf dérogations légales, la société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et de vingt-quatre membres au plus.
2. En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération.
3. Chaque administrateur doit être pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire au moins de deux actions.
4. La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé.

Les administrateurs sont rééligibles. Il peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

5. Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est

réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

6. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

7. En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonctions doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

8. Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir simultanément à plus de huit conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.
9. Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Article 18 - Bureau du conseil d'administration

1. Le conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques un président et détermine sa rémunération. Il fixe la durée des fonctions du président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.
2. Nul ne peut être nommé président du conseil d'administration s'il est âgé de plus de 70 ans. Si le président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Nul ne peut exercer simultanément plus de deux mandats de président de conseil d'administration ou de directeur général unique, ou appartenir à plus de deux directoires de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

3. Le conseil d'administration peut décider de nommer un ou plusieurs vice-présidents. Il fixe la durée de leurs fonctions qui ne peut excéder celle de leurs mandats d'administrateurs.

Le conseil d'administration peut également désigner un secrétaire même en dehors de ses membres.

4. En cas d'absence ou d'empêchement du président, le conseil d'administration est présidé par le vice-président ou, s'il en existe plusieurs, par le vice-président le plus ancien. A défaut, le conseil d'administration désigne le président de la réunion.

Article 19 - Délibérations du conseil

1. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation du président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil d'administration peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la réunion, convoquer le conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.
2. La réunion a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

La convocation, qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins 20 jours à l'avance par lettre, télégramme, télécopie. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

3. Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du président de séance est prépondérante.

4. Il est tenu un registre de présence qui est émargé par les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration.
5. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et par un administrateur ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration sont valablement certifiés par le président ou le directeur général.

Article 20 - Pouvoirs du conseil d'administration

1. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte-tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

2. Le conseil d'administration peut donner à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Le conseil peut décider de la création de comités d'études chargés d'étudier les questions que le conseil ou son président leur soumet.

Article 21 - Direction générale

1. Le président du conseil d'administration assume sous sa responsabilité la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers et dispose à cet effet des pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

Dans les rapports avec les tiers, le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte-tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

2. Le président peut substituer partiellement dans ses pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas de décès, la délégation prend fin avec l'élection du nouveau président. En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est consentie pour une durée limitée et renouvelable.

3. Sur la proposition du président, le conseil peut donner mandat à une personne physique, administrateur ou non, d'assister le président à titre de directeur général. Le nombre des directeurs généraux peut être porté à deux si le capital est au moins égal au montant fixé par la loi ; sous cette même réserve, ce nombre peut être porté à cinq à la condition que trois au moins d'entre eux soient administrateurs.

L'étendue et la durée des pouvoirs du ou des directeurs généraux sont déterminées par le conseil d'administration en accord avec son président.

A l'égard des tiers, les directeurs généraux disposent des mêmes pouvoirs que le président du conseil d'administration.

4. La limite d'âge est fixée à 70 ans accomplis pour l'exercice des fonctions de président et de directeur général, les fonctions de l'intéressé prenant fin à l'issue de la première assemblée générale ordinaire annuelle suivant la date de son anniversaire.

Article 22 - Rémunération des dirigeants sociaux

1. L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence. Le montant fixé par l'assemblée générale reste maintenu jusqu'à décision contraire.

La répartition des jetons de présence entre les administrateurs est décidé librement par le conseil d'administration.

2. Il peut être alloué, par le conseil d'administration, des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs. Ces rémunérations, portées en charge d'exploitation, sont soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles prévues ci-dessus, ne peut être accordée aux administrateurs sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail.

3. La rémunération du président du conseil d'administration et celle du ou des directeurs généraux sont fixées par le conseil d'administration. Ces rémunérations peuvent être fixes et/ou proportionnelles.

Article 23- Conventions réglementées

1. Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique aux directeurs généraux et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des personnes ainsi visées ainsi qu'à toute personne interposée.
2. A l'exception des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, toute convention intervenant entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée est soumise à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue par la loi.

Article 24 - Commissaires aux comptes

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Article 25 - Assemblées générales : Convocations - Bureau - Procès-verbaux

1. Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration ou, à défaut, par le commissaire aux comptes ou par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large 'X', a signature, and the number '46'.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée, soit par un avis publié dans un journal d'annonces légales du département du siège social, soit par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire.

Lorsque l'assemblée n'a pu valablement délibérer à défaut de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée.

2. Les avis et lettres de convocation doivent mentionner l'ordre du jour arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs administrateurs.

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quote-part du capital prévue par la loi, peuvent, dans les conditions et délais légaux, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

3. Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.
4. En cas de vote par correspondance, seuls les formulaires de vote reçus par la société trois jours avant la date de l'assemblée seront pris en compte.
5. Une feuille de présence contenant les indications prévues par la loi est établie lors de chaque assemblée.
6. Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou par un vice-président ou par l'administrateur le plus ancien présent à l'assemblée. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires présents et acceptants qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les procès-verbaux de délibérations sont dressés et leurs copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 26 - Assemblées générales : Quorum - Vote

Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et dans les assemblées spéciales sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout après déduction des actions privées du droit de vote en application des dispositions légales.

En cas de vote par correspondance, seuls sont pris en compte pour le calcul du quorum les formulaires reçus par la société dans le délai prévu à l'article 25 ci-dessus.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Article 27 - Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire est appelée à prendre toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle doit être réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice, pour statuer sur les comptes de cet exercice.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

L'assemblée générale ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 28 - Assemblée générale extraordinaire

1. L'assemblée générale extraordinaire peut seule modifier les statuts. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf dans le cas des opérations résultant des regroupements d'actions régulièrement effectuées.
2. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le tiers des actions ayant droit de vote et, sur deuxième convocation, le quart desdites actions. Si ce dernier quorum n'est pas atteint, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.
3. L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance.

Toutefois :

- les augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices et primes d'émission sont décidées aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires ;
- la transformation de la société en société en nom collectif et en société par actions simplifiée ainsi que le changement de nationalité de la société sont décidés à l'unanimité des actionnaires.

Article 29 - Assemblées spéciales

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'une catégorie d'actions déterminée. La décision d'une assemblée générale extraordinaire de modifier les droits relatifs à une catégorie d'actions, n'est définitive qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires de cette catégorie.

Elles ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins sur première convocation la moitié et sur deuxième convocation le quart des actions ayant droit de vote, et dont il est envisagé de modifier les droits.

Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 30 - Droit de communication des actionnaires

Le droit de communication des actionnaires, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Article 31 - Identification des détenteurs de titres

La société peut, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, demander à tout moment à la SICOVAM, le nom et l'année de naissance ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité, l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées générales, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont ces titres peuvent être frappés.

Article 32 - Comptes annuels

Le conseil d'administration tient une comptabilité régulière des opérations sociales. Il dresse les comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Article 33 - Affectation des résultats

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour doter le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué de pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'assemblée générale décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non.

Le solde est réparti entre tous les actionnaires au prorata de leurs droits dans le capital.

11. ~~11~~ 12 13 14 15 16

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont opérés.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La perte de l'exercice est inscrite au report à nouveau à l'effet d'être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à son apurement complet.

Article 34 - Paiement des dividendes

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont déterminées par l'assemblée générale ou à défaut par le conseil d'administration.

En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte-tenu du report bénéficiaire a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant des acomptes sur dividendes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

Article 35 - Perte des capitaux propres

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article 71 de la loi du 24 juillet 1966, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

[Handwritten signatures and initials]

Article 36 - Liquidation

1. Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation amiable de la société obéira aux règles ci-après, observation faite que les articles 402 à 408 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ne seront pas applicables.
2. Les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire nomment aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions des administrateurs et, sauf décision contraire de l'assemblée, à celles des commissaires aux comptes.

L'assemblée générale ordinaire peut toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Le mandat des liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

3. Les liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôt des fonds.

Les sommes revenant à des actionnaires ou à des créanciers et non réclamées par eux seront versées à la Caisse des Dépôts et Consignations dans l'année qui suivra la clôture de la liquidation.

Le ou les liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

4. Au cours de la liquidation, les assemblées générales sont réunies aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles 411 et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

Les assemblées générales sont valablement convoquées par un liquidateur ou par des actionnaires représentant au moins le dixième du capital social.

Les assemblées sont présidées par l'un des liquidateurs ou, en son absence, par l'actionnaire disposant du plus grand nombre de voix. Elles délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

5. En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer, ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

6. Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion uniformément du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

7. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la société entraîne, sauf décision contraire de l'actionnaire unique, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 37 - Contestations

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la société et les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Article 38 - Nomination des premiers administrateurs

Le premier conseil d'administration est composé de :

- **Monsieur Dominique LENOIR**
demeurant à Poitiers (86000) 2 rue Saint-Hilaire
 - **Monsieur Yves LENOIR**
demeurant à Sceaux (92330) 55 rue du Docteur Thoré
 - **Monsieur Richard LAZUROWICZ**
demeurant à Châtellerault (86100) 41 rue de la Chevretterie
 - **Monsieur Alain BILLOUIN** demeurant à Châtellerault (86100) 22 avenue de Richelieu
- soussignés qui acceptent et déclarent, chacun en ce qui le concerne, qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne leur interdit d'exercer les fonctions d'administrateur de la société.

Conformément à la loi, le premier conseil restera en fonctions jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice écoulé et se tiendra au cours de la troisième année suivant celle de la constitution de la société.

Article 39 - Nomination des premiers commissaires aux comptes

Sont nommés pour une durée de six exercices :

- en qualité de commissaire aux comptes titulaire :

la société **SECOME** sise à Poitiers (86000) 30 boulevard Solférino

- en qualité de commissaire aux comptes suppléant :

Monsieur Jean-Pierre SAUROIS, 30 boulevard Solférino à Poitiers (86000)

lesquels ont déclaré accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliquées.

Article 40 - Jouissance de la personnalité morale - Autorisation d'engagements pour le compte de la société en formation

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les soussignés conviennent que les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social seront accomplis et souscrits sous la signature de Monsieur Dominique LENOIR jusqu'à ce que la société ait acquis la jouissance de la personnalité morale et notamment tous actes et frais relatifs à sa constitution et son immatriculation.

Ces actes et engagements seront repris par la société par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 41 - Publicité

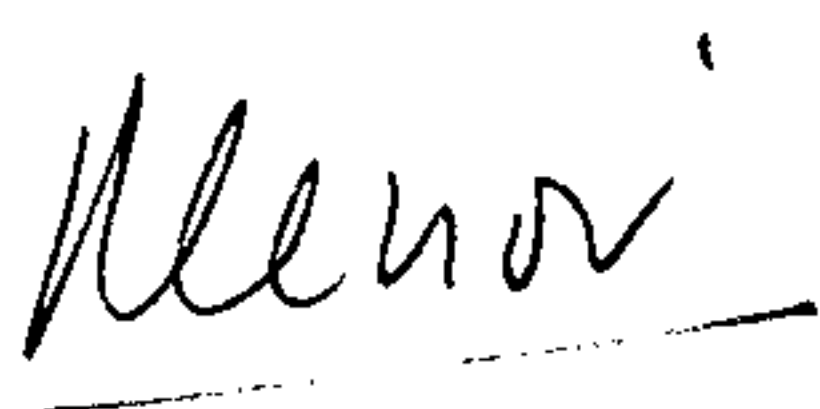
Tous pouvoirs spéciaux sont donnés à Monsieur Dominique LENOIR soussigné qui accepte, à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

Article 42 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leur suite seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Fait en six exemplaires originaux
à Châtellerault
l'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le onze juillet

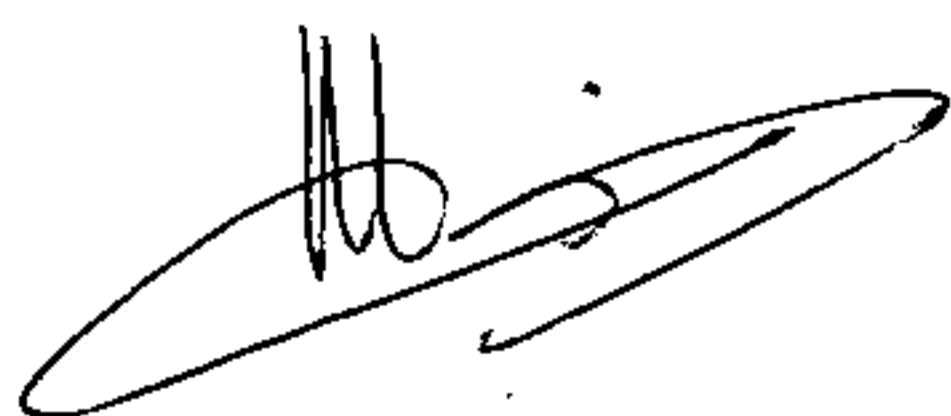
Monsieur Dominique LENOIR



Monsieur Yves LENOIR



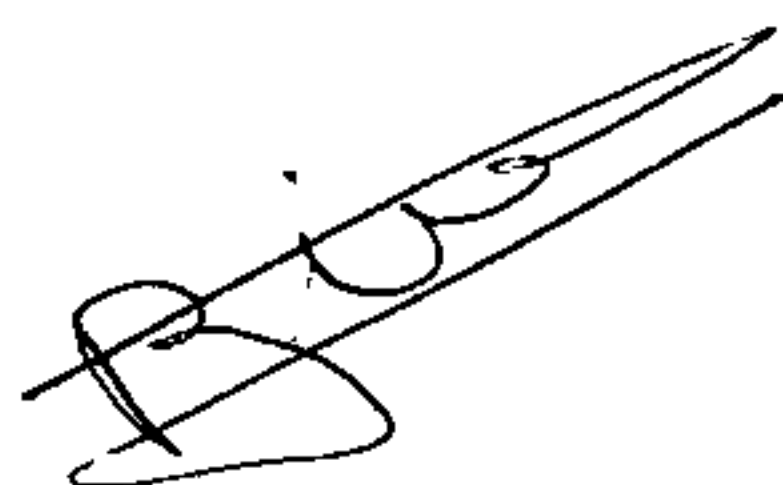
Monsieur Richard LAZUROWICZ



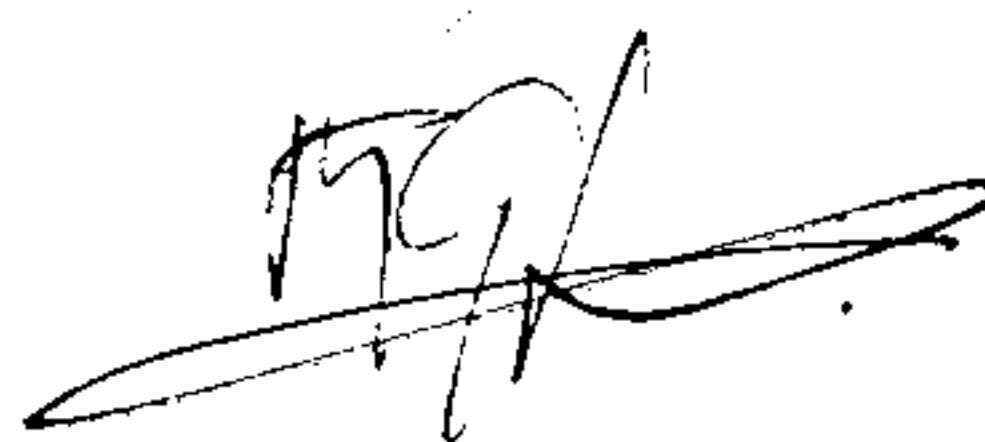
Monsieur Philippe BAZIN



Monsieur Alain BILLOUIN



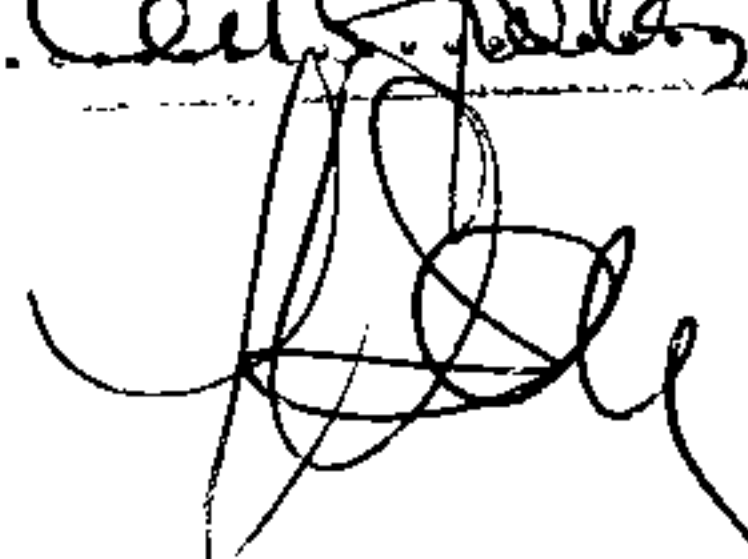
Monsieur Philippe GERARDIN



Monsieur Gérard MONDOT



ENREGISTRÉ A CHÂTELLERAULT R.P.
Le ..2.2. JUIL. 1997.....
Bord. ..285. / 1..... Vol. 7.....
Reçu ..Chap. Cent. Belay.....



CONSTITUTION DE LA SOCIETE ANONYME

A 2 S

LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

NOM DU SOUSCRIPTEUR	NOMBRE D'ACTIONS SOUSCRITES	MONTANT DES SOUSCRIPTIONS	MONTANT DES VERSEMENTS EFFECTUES
1/ S. A. A. R. I.	230	115 000 F	57 500 F
2/ S. A. S. E. R. I.	230	115 000 F	57 500 F
3/ S. A. R. L. S. O. M.	230	115 000 F	57 500 F
4/ M. Alain BILLOUIN	70	35 000 F	17 500 F
5/ M. Richard LAZUROWICZ	70	35 000 F	17 500 F
6/ M. Dominique LENOIR	70	35 000 F	17 500 F
7/ M. Yves LENOIR	70	35 000 F	17 500 F
8/ M. Philippe BAZIN	10	5 000 F	2 500 F
9/ M. Philippe GERARDIN	10	5 000 F	2 500 F
10/ M. Gérard MONDOT	10	5 000 F	2 500 F
Nombre d'actions souscrites	1 000		
Montant des souscriptions		500 000 F	
Montant des versements			250 000 F

La présente liste constatant la souscription de 1 000 actions de la société A 2 S ainsi que le versement de la moitié du montant nominal desdites actions, soit la somme de 250 000 F, est certifiée exacte et sincère par Monsieur Dominique LENOIR, fondateur.

Fait à Châtellerault, le 11 juillet 1997

